Note conceptuelle

Le VIH/Sida et les Droits des
Populations Vulnérables en Tunisie : Vers une Approche Inclusive

14 & 15 Décembre 2023

Contexte :

Selon la Stratégie de dépistage de l'infection à VIH, Plan Opérationnel 2022-2023, publié par le Ministère de la Santé en novembre 2021, la prévalence d'infection à VIH reste faible et stable, avec une transmission hétérosexuelle prédominante de l'ordre de 57% (46% pour les Hommes et 77% pour les Femmes). Il est à noter, cependant, que l'épidémie se concentre chez trois populations clés, à savoir les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes, les usagers de drogues injectables et les professionnelles de sexe, et qu'en 2020, seulement 51% des PVVIH connaissent leur statut sérologique.

Le Plan Opérationnel s'aligne sur la conclusion tirée par le rapport de la journée mondiale de lutte contre le Sida de 2022, Inégalités Dangereuses, publié par ONU Sida, pointant les inégalités, la criminalisation, la stigmatisation et les discriminations comme principales barrières à la riposte. En effet, 70% des nouvelles infections à VIH en 2021 se concentrent chez les populations clés et leurs partenaires. Ceci est dû aux inégalités multiples et cumulatives dans l'accès aux soins, aux droits, aux ressources et à tout autre service permettant d'accéder à une vie digne et non précaire.

En Tunisie, plusieurs entraves font face à l'accès des PVVIH et des PC à l'information, aux moyens de prévention, à un traitement équitable et à l'exercice effectif de leurs droits.

A titre d'exemple, le caractère répressif de certains textes de loi, tel que la loi de 1992 relatives aux maladies sexuellement transmissibles, décourage les PVVIH à recourir aux tests de dépistage, en prévoyant des sanctions envers les personnes refusant de prendre ou de poursuivre leur traitement, ainsi qu'envers les médecins et autres personnel médical qui ne s'acquittent pas des obligations d'information et de déclaration. Par ailleurs, la criminalisation du sexe dit clandestin, des relations homosexuelles consenties entre adultes, de la consommation de drogues, conduit, en pratique, à des violations systématiques des droits basiques des populations clés, tel que l'intégrité physique, mentale et psychologique, le droit à l'éducation, à l'emploi et à la santé.

Des carences législatives et d'application contribuent également à accroître les inégalités ralentissant la riposte, tel que l'absence du droit à la gratuité du traitement pour les migrant.es en matière de sida, le non-respect du secret sur l'état sérologique des détenu.es et la séparation de ces dernier.es du reste des détenu.es pour empêcher la transmission .

Ainsi, les progrès réalisés en matière de lutte contre le VIH/Sida et les inégalités restent faibles et les mécanismes mis en place ne sont pas suffisants pour accélérer la riposte et éradiquer le sida d'ici 2030. Il est d'une importance primordiale de redoubler les efforts, de fédérer les initiatives et d'adopter de nouvelles approches plus inclusives et plus adaptées pour accélérer la riposte et protéger les droits des PVVIH et des PC. C'est dans le cadre des efforts fournies par la société civile dans la lutte contre les inégalités que s'inscrit la Conférence Nationale sur le VIH/Sida et les Droits des Populations Vulnérables en Tunisie, Vers une Approche Inclusive.

Objectif de la conférence :

La Conférence nationale sur le VIH/Sida et les Droits des Populations Vulnérables en Tunisie vise à réunir des acteurs et actrices clés de la société civile, des décideur.es, des professionnel.les de santé, des universitaires et toutes parties prenantes pour discuter de la place des droits humains dans la riposte au VIH en Tunisie, en mettant l'accent sur les droits des populations vulnérables, notamment les personnes vivant avec le VIH (PVVIH), les travailleur.ses de sexe, les usager.es de drogues injectables, les personnes LGBTQI++, les migrant.es et d'autres groupes marginalisés.

La conférence a trois objectifs interdépendants :

- Favoriser une approche inclusive, collaborative et multidisciplinaire, fondée les droits humains, pour lutter ensemble contre le VIH/Sida, les inégalités, les discriminations et la marginalisation
- Renforcer le leadership et l'engagement des communautés dans la prise de décision, pour maximiser l'impact et la responsabilisation à l'échelle locale
- Dégager les axes de plaidoyer essentiels permettant d'accélérer la riposte nationale, dans le cadre des différentes initiatives de la société civile, autour de l'égalité et des déterminants sociaux de la santé

Public cible :

- Les acteurs et actrices institutionnel.les concerné.es par la riposte et la lutte contre les inégalités et la discrimination
- Les associations de la société civile locale et internationale
- Les communautés, les PVVIH et les PC
- Le personnel de santé
- Les médias

Résultats attendus :

- Les défis de la riposte et de la lutte contre les inégalités, les discriminations et la marginalisation sont identifiés et explicités
- Les acteurs et actrices de la riposte et de la lutte sont conscient.es de la nécessité de collaborer et fédérer leurs efforts, suivant une approche multidisciplinaire basée sur les droits humains
- Les communautés sont renforcées dans leur rôle de partenaire clé et de leaders de la riposte et de la lutte pour une égalité de traitement sur tous les niveaux
- Les axes de plaidoyer prioritaires sur le court et le moyen terme sont identifiés, et des groupes de réflexion et de stratégisation sont constitués